

Séance du jeudi 11 mai 2023 du Conseil Territorial de Santé de l'Essonne

Délégation départementale de l'Essonne

Compte rendu

Ordre du jour

- Approbation du compte-rendu du CTS du 8 avril 2023
- Points d'actualité du territoire présenté par l'ARS
- Travaux du PRAPS (Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins) en cours au niveau régional. Qu'en est-il de la déclinaison départementale ?
- SAS (Système d'accès aux Soins) - où en sommes-nous en Essonne ?

Le quorum est atteint à l'ouverture

Participation en visioconférence du Conseil de l'Ordre des médecins représentés par :

Dr Patrick SIMON ophtalmologue (Essonne – Meudon – Paris) représentant l'URPS (Union régional des professionnels de santé)

Dr Patricia LUBELSKI pédiatre (Verrières)

1/ Approbation du compte-rendu du CTS du 8 avril 2023

CR approuvé à l'unanimité.

2/ Présentation actualités par Mr Julien Galli (ARS) - document joint en annexe du CR

Universitarisation du CHSF

Il n'existe actuellement qu'un seul CHU en IDF qui est celui de l'AP-HP.

Les externes de Saclay font leur 1^{ère} année de médecine en Essonne, ils sont ensuite affectés au Kremlin Bicêtre. Il y a également un contingent de 90 places d'étudiants en médecine à la faculté de pharmacie de Saclay (anciennement basée à Chatenay Malabry).

Les externes ont cours le matin puis sont en poste à l'hôpital l'après-midi. Cette organisation rend difficile une organisation sur 2 lieux distants.

Dans certaines spécialités il y a peu de postes d'internes : exemple en rhumatologie 12 postes par an en IDF. La difficulté est aussi repérée sur l'offre globale au niveau du territoire : proximité pour faire des activités, des écoles, des amis etc.

Campagne de vaccination contre l'HPV (2023-2024)

La cible est de 15 000 élèves à vacciner ce qui suppose une organisation spécifique et l'identification des acteurs en charge des injections et de l'administratif. Une réunion avec 3 rectorats et l'ARS 91 est prévue. Actuellement 60% des postes de médecin de l'EN sont pourvus.

Suggestion pour promouvoir la vaccination: fournir des bons pour retirer le vaccin avec une prise en charge de 100%. Le reste à charge pour les familles est trop lourd (30€). Il existe un frein à la vaccination (en Australie, Royaume Uni, Suède plus de 80% des jeunes sont vaccinés).

Il faut renforcer la communication en expliquant contre quoi le vaccin protège. Cette communication est à porter par les professions médicales dans une relation intime de mise en confiance (touche à la sexualité, à l'intimité). Un raisonnement en termes de « communauté » éducative permettrait de gérer les obstacles sociaux et culturels.

Travaux du PRAPS (Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins)

Sera mis en ligne prochainement, ce sera la version zéro (V0)

Travaux de déploiement du SAS (Service d'Accès aux Soins) en Essonne

L'appel au SAS se fera via le centre « 15 ». La régulation prendra en compte le SAS. Accès par les régulateurs à une plateforme avec les disponibilités des professionnels de santé. Chaque appel au SAS sera régulé par un médecin du « 15 ». L'objectif est de donner un rendez-vous (si justifié) à un médecin généraliste dans les 48h (avec l'objectif de raccourcir à 24h). Actuellement, il existe une trentaine de projets SAS en France dont 2 en IDF. 54 projets supplémentaires sont en préparation.

Pour l'Essonne la mise en place se fera en 2 étapes et de manière progressive:

- Une phase 1 pilote de déploiement (démarrage le 22/05 – durée 4 semaines) qui a pour but de tester l'accès aux « effecteurs » de niveau 1 (les professionnels qui vont recevoir les patients) à petite échelle puis de l'étendre à l'ensemble du territoire (à partir du 19/06). Dans une 2^{de} étape mise en place d'une phase test de recours de niveau 2 impliquant les CPTS (à partir du 19/06 également).
- Une phase 2 d'élargissement (Septembre): généralisation du niveau 2 du SAS à l'ensemble des structures volontaires du territoire (8 CPTS à ce jour)

Pour résumer:

2 niveaux d'accès au SAS - de 8h à 20h (sauf les samedi et dimanche)

- Niveau 1 : accès des opérateurs au créneau disponibles des MG via une base de données (le choix du système de confirmation des rendez-vous n'est pas encore décidé (Doctolib ?))
- Niveau 2 : appel à des structures organisées (MSP, CPTS)

3 groupes de travail sur le SAS

- 1) Régulation et moyens : création de postes « d'opérateurs de soins non programmés » pour la prise des rendez-vous des patients
- 2) Mobilisation des effecteurs (médecins généralistes, spécialistes, ...)
- 3) Gouvernance du SAS

3/ Questions diverses

Le Président rappelle que l'ARS dispose pour le département de l'Essonne d'une enveloppe de 300.000€ pour la mise en œuvre d'actions identifiées dans le cadre du CNR par le CTS. Cette somme permettra de mettre en place deux actions parmi les neuf ayant été retenues et travaillées à l'issue des concertations sur le département de l'Essonne. Après échange avec les membres du CTS il est accepté par l'ARS et le président de séance que 3 actions maximum puissent être sélectionnées. Chaque membre du CTS est invité à se prononcer par retour de mail au Président pour le 21 mai au plus tard

Prochain CTS le 8 juin 2023 à 9h30.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



ARS Ile-de-France Délégation de l'Essonne	05 mai 2023
Conseil Territorial de Santé de l'Essonne <i>Séance du jeudi 11 mai 2023</i>	<u>Point d'actualité</u>
<ul style="list-style-type: none">• Dixième anniversaire du Service Essonnien du Grand Age (SEGA) le 12 mai Déplacement de la DGA de l'ARS à l'occasion des 10 ans du SEGA et pour inaugurer l'EHPAD de Dourdan.• Universitarisation du CHSF Réunion du 21 avril DG ARS / Doyens / Maires d'Evry et Corbeil /CHSF / Président du Conseil de surveillance. Echange pour voir comment aller plus loin dans la démarche d'universitarisation de services du CHSF entamée depuis plusieurs années avec le soutien fort des élus. Cette démarche relève de la compétence de plusieurs institutions. Une démarche du même type est engagée avec l'hôpital NOVO dans le Val-d'Oise, dans une logique portée par l'ARS pour le rééquilibrage de l'offre de soins. Cette démarche est partagée avec le directeur général de l'AP-HP. Des perspectives sont également envisagée pour le GHNE. Ce souhait d'universitarisation comporte plusieurs volets :<ul style="list-style-type: none">-dans quelle condition pourrait-il y avoir de l'enseignement en santé à proximité de l'hôpital (intérêt pour attirer les étudiants du territoire) ?-comment dynamiser les affectations d'internes dans cet hôpital, dès lors que les pré requis relatifs à la qualité de la formation sont remplis ?-comment certaines spécialités de l'hôpital pourraient-elles être identifiées et développées avec des postes universitaires le cas échéant, de manière construite et raisonnée ?• Campagne de vaccination HPV Préparation de la campagne de vaccination contre le papillomavirus. Le président de la République a annoncé le 28 février 2023 la mise en place d'une offre de vaccination contre le papillomavirus pour tous les collégiens de 5^{ème} dès la rentrée 2023-2024.Cette campagne constituera un temps fort de la prévention qui réunira aux côtés de l'Etat, tous les acteurs de santé publique.Les ARS seront chargées du pilotage de cette campagne de vaccination qui se déroulera dans l'enceinte des collèges et qui mobilisera donc les directions académiques des services de l'EN et les départements. Elle reposera sur les centres de vaccination de droit commun, c'est à dire ceux habilités par les ARS, d'une part, et ceux des départements ayant souhaité conserver la compétence vaccinale, d'autre part, comme c'est le cas du département de l'Essonne.Des premières réunions de travail vont démarrer pour articuler l'intervention de chacun et rendre possible une vaccination entre octobre et décembre 2023.• Travaux du PRAPS (Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins) en cours au niveau régional. Bien que le PRAPS soit régional, il est prévu après sa rédaction de travailler avec les délégations départementales et les directions métiers de l'Agence à la déclinaison et à la mise en œuvre opérationnelle SRS et PRAPS. Une V0 du PRAPS devrait être mise en ligne (à l'instar des fiches SRS) très prochainement. Dès lors il sera possible de réfléchir à sa déclinaison en Essonne.	



- **Travaux de déploiement du SAS en Essonne**

Conformément au dernier COPIL du 15 mars 2023, l'objectif de lancement du Service d'accès aux soins en Essonne est fixé en mai. Ce lancement se fera en deux étapes afin de laisser le temps aux acteurs de s'organiser et d'anticiper les éventuels problèmes. La première phase débutera le 22 mai avec une période « pilote » pour une durée de 4 semaines. Celle-ci aura pour objectif de tester le fonctionnement du plateau de régulation avec la branche SAS ainsi que le recours aux effecteurs en niveau 1. Pour cette phase, nous nous appuierons sur quelques effecteurs – en cours d'identification - avec qui nous serons en contact régulier afin qu'ils puissent nous remonter les problèmes rencontrés. La communication autour de cette phase sera restreinte.

Suite à cette étape « pilote », la première phase de déploiement se mettra en place dès le mois de juin (semaine du 19 juin) pour une durée d'environ 3 mois. Lors de cette phase, l'objectif est double :

- Étendre le niveau 1 à l'ensemble du territoire (inscription des médecins généralistes directe sur la plateforme nationale)
- Entamer avec les CPTS et structures de soins coordonnées une phase de test du recours aux effecteurs en niveau 2 (l'OSNP contacte la CPTS pour identifier une consultation).

Une convention avec les CPTS sera alors nécessaire.

En amont de cette phase, une communication auprès des effecteurs sera nécessaire. Les CPTS seront impliquées activement dans la communication auprès de leurs effecteurs. La généralisation du recours aux effecteurs en niveau 1 à l'ensemble du département sera possible car le fonctionnement du SAS aura été éprouvé lors de la période « pilote ».

En septembre, la dernière phase sera l'occasion de généraliser le niveau 2 du SAS à l'ensemble des structures volontaires du territoire.